



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
22 juin 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

#### Cinquante-deuxième session

4-29 juin 2012

Point 7 de l'ordre du jour

#### Adoption du rapport du Comité

sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

### Projet de rapport

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> Imelda Smolcic (Uruguay)

#### Additif

### Questions de coordination : rapport du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

[Point 4 a)]

### Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2011/12

1. À ses 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> séances, tenues le 8 juin 2012, le Comité a examiné le rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) pour 2011/12 (E/2012/67).
2. Le Secrétaire du CCS a présenté le rapport et répondu aux questions du Comité.

#### Examen de la question

3. Les délégations ont accueilli favorablement le rapport annuel d'ensemble et souligné les liens entre celui-ci et le cadre stratégique, se félicitant des informations qui y figuraient, concernant notamment les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, l'harmonisation et la simplification des modes de fonctionnement, la réduction des risques de catastrophe et la coopération avec les autres organes interorganisations. Il a été estimé, cependant, que la manière dont le



rapport se présentait ne permettait pas de savoir précisément si les recommandations formulées par le Comité à sa cinquantième session avaient été mises en œuvre.

4. Certaines délégations se sont interrogées sur l'utilisation de concepts tels que l'économie verte et le principe de l'unité d'action, qui préjugait peut-être des résultats des délibérations intergouvernementales. Cela dit, les activités relatives au principe de l'unité d'action ont été accueillies favorablement, en particulier celles menées dans les pays pilotes. Il a cependant été relevé qu'il était nécessaire de tenir dûment compte des décisions intergouvernementales. De l'avis de plusieurs délégations, le Secrétariat devait se conformer strictement aux mandats établis par les organes intergouvernementaux. Des précisions ont été demandées sur la manière dont le Conseil des chefs de secrétariat et ses mécanismes subsidiaires tenaient compte des enseignements tirés des activités relatives au principe de l'unité d'action menées dans les pays pilotes, notamment dans les pays sortant d'un conflit, comme le Libéria et la Sierra Leone.

5. Au sujet des questions transversales traitées dans le rapport, que plusieurs délégations ont jugées utiles, il a été dit qu'il convenait de présenter clairement les choix opérés, les critères employés et les liens entre les priorités du CCS et les décisions et les débats intergouvernementaux. Des éclaircissements ont été demandés sur le fonctionnement général du CCS, notamment sur la question de savoir s'il existait des problèmes sur le plan du financement de ses activités, et si l'examen par le CCS des questions de sûreté et de sécurité concernait le personnel de l'Organisation des Nations Unies.

6. Les délégations se sont dites favorables à l'intensification du dialogue entre le Conseil et les autres organes interorganisations. Il a été indiqué qu'il faudrait cependant présenter des renseignements précis sur la fréquence de la coopération avec ces organes et de la participation à leurs activités, notamment la Commission de la fonction publique internationale et le Corps commun d'inspection, étant donné leur importance pour les activités de coordination. À cette fin, les délégations ont estimé qu'il conviendrait d'inclure, dans le cadre stratégique du CCS, un indicateur relatif à la coopération avec ces deux entités.

7. Les participants à la séance ont soulevé des questions sur l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public, en particulier sur la période qui suivrait leur mise en application et sur le nombre d'organisations qui les mettaient déjà en œuvre.

8. Quant aux recommandations formulées par le Comité à sa cinquantième session, tendant à accroître la participation des pays en développement aux passations de marchés du système des Nations Unies, il a été estimé qu'il serait utile de faire figurer davantage de renseignements à ce sujet dans le rapport annuel d'ensemble, et les délégations ont dit souhaiter de plus amples informations sur les activités du Réseau achats du CCS.

9. Des délégations ont souhaité savoir si c'était le Conseil des chefs de secrétariat ou le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences qui représentait le système des Nations Unies dans le cadre des négociations menées avec l'Association internationale des interprètes de conférence et l'Association internationale des traducteurs de conférence.

### Conclusions et recommandations

10. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, sur la nécessité pour le Conseil d'agir conformément à son mandat consistant à renforcer la coordination à l'échelle du système, ainsi qu'aux mandats intergouvernementaux de ses organisations membres.

11. Le Comité a constaté avec préoccupation que des activités ou initiatives étaient mises en œuvre alors qu'elles portaient sur des sujets qui étaient encore en cours d'examen par les États Membres. Le Comité a affirmé à nouveau que l'Assemblée générale devrait prier le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de veiller à la conformité des activités et initiatives aux mandats intergouvernementaux.

12. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale indique au Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour favoriser le dialogue entre le Conseil et les États Membres et pour continuer d'améliorer la transparence du Conseil et de renforcer sa responsabilité devant les États Membres.

13. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de veiller à rendre le rapport du Conseil plus transparent, en y faisant figurer un aperçu général de la mise en œuvre des recommandations approuvées par l'Assemblée.

14. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, sur la nécessité pour le Conseil de tenir compte des priorités de l'Organisation, fixées par les États Membres, dans ses décisions sur la prise en compte systématique de certaines questions.

15. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de veiller à ce que les mesures et initiatives relatives à la cohérence du système et au principe de l'unité d'action des Nations Unies soient conformes aux mandats intergouvernementaux.

16. Le Comité a également réitéré les recommandations formulées dans ses rapports sur les travaux de ses quarante-septième, quarante-huitième, quarante-neuvième, cinquantième et cinquante et unième sessions, par lesquelles il soulignait que les méthodes et critères adoptés pour l'évaluation complète des huit projets pilotes de l'initiative « Unis dans l'action » devraient d'abord être examinés et approuvés par l'Assemblée générale et que les organismes des Nations Unies ne devaient pas, en appuyant ces projets, préjuger des conclusions des délibérations intergouvernementales sur l'examen quadriennal complet qui se tiendraient à la soixante-septième session de l'Assemblée générale.